

**Conférence sur l'emploi et sur les revenus :
une réunion pour rien ?**

Après cinq années d'une politique qui a maintenu un chômage de masse, augmenté la précarité et qui a figé les revenus d'une majorité de la population et réduit leur pouvoir d'achat pendant que les inégalités flambaient avec l'explosion des revenus d'une minorité, le gouvernement lance une conférence sur l'emploi et sur les revenus. Qu'attendre donc d'une telle réunion ? Le gouvernement va-t-il faire à cinq mois d'élections présidentielles ce qu'il s'est refusé à faire jusque là ?

Le Premier ministre ne répondra pas à la baisse du pouvoir d'achat par la création de nouveaux indices du coût de la vie, comme de précédents gouvernements n'ont pas répondu au chômage par de nouvelles méthodes de décompte des chômeurs. Il faut cesser les accumulations de mesures inefficaces comme les exonérations de « charges sociales ou fiscales » dont le coût pour la Sécurité sociale et pour les budgets publics est énorme par rapport à leurs effets réels sur l'emploi ou sur le niveau des salaires. Il faut arrêter de monter de nouveaux bricolages d'aides pour quelques catégories sociales totalement décalées par rapport à la généralité des situations.

Pour l'Union syndicale Solidaires, ce n'est pas de la remise en cause de la réduction du temps de travail que surgiront de nouvelles commandes dans les entreprises et que seront créés de nouveaux emplois. La formule « travailler plus pour gagner plus » frôle l'impudence quand elle est entendue par des chômeurs, des précaires et toutes celles et tous ceux qui sont contraints au temps partiel et qui accumulent les réponses négatives à leurs demandes d'emploi.

Au contraire, la réduction du temps de travail doit être améliorée et étendue, en supprimant les précarités que sa mise en place a engendré. La prise en compte de nouveaux besoins sociaux et collectifs devrait être l'occasion de mise en place de nouveaux services publics territoriaux (petite enfance, personnes dépendantes, etc) créateurs de vrais emplois, au lieu des actuels dégrèvements fiscaux coûteux et créateurs de nouvelles inégalités entre les contribuables aisés qui peuvent y recourir et tous les autres qui doivent donc « se passer » de ces services.

L'amélioration du pouvoir d'achat passe avant tout par une répartition différente des richesses dans notre pays : la « France » n'a jamais été aussi riche, mais les inégalités n'ont jamais été aussi grandes. Il faut augmenter fortement le SMIC et les minima sociaux. Il faut augmenter les salaires dans les administrations et les services publics. Il faut engager des discussions dans les branches professionnelles avec les employeurs en obligeant à des solidarités entre les secteurs fortement bénéficiaires et les autres. Il faut une progression des salaires équivalente à celle de la productivité du travail. Il faut modifier fortement la fiscalité pour permettre une redistribution des richesses par des aides sectorielles et territoriales ciblées et par de nouvelles prestations publiques ouvertes à tous.

Le 14 décembre 2006